

Le RUSÉ

Les uns après les autres ils commencent à y venir. Ils commencent à reconnaître que, manifestement, la politique de rigueur mise en place dans de nombreux pays européens n'était peut-être pas une si bonne idée que ça. Christine Lagarde, directrice du FMI a préconisé une inflexion de la rigueur. Pour Martin Schulz, président du Parlement européen, « l'idéologie de la rigueur, forcément créatrice de croissance, est visiblement fautive. » Même José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne pourtant pas considéré comme le chantre des idées progressistes a déclaré que « la politique de la rigueur avait atteint ses limites en Europe. » Mieux, il a ajouté que les décisions qui avaient été prises pour enrayer la crise n'étaient manifestement pas les bonnes : « Tout ce que nous avons fait n'était pas juste ». Alléluia. Ce que les élus du Front de Gauche affirment haut et fort depuis de mois et des mois est enfin repris en cœur par les plus hautes instances. Certes, ils ne vont pas aller reconnaître que des Mélenchon et autres Pierre Laurent... ont eu raison avant tout le monde. Mais qu'importe. L'essentiel est que cesse enfin cette politique insupportable pour les plus modestes d'entre nous. Cette politique qui conduit à encore plus de pauvreté ceux qui n'ont déjà plus rien, et qui amène des richesses plus importantes encore à ceux qui n'auront pas assez de vies pour tout dépenser. Attention, ne nous berçons pas d'illusion, la sortie de crise n'est pas pour demain. Mais au moins reconnaissent-ils que les solutions ne sont pas les bonnes.

Le dessin

Chaque semaine notre dessinateur Babouse, revient sur l'actualité à sa manière...



Nord Littoral, malhonnête, partisan, antidémocratique...?

Oh mon dieu ! Mais qu'insinuez-vous là ? Critiquer la presse ! Mais comment osez-vous ! Sacrilège ! Des gens qui font leur métier si honnêtement... Ben oui, c'est justement là le problème... Si seulement ils faisaient leur métier honnêtement... Mais le moins que l'on puisse dire c'est qu'on est vraiment loin du compte. A moins que pour eux, faire un travail honnêtement, c'est :

- insinuer des faits dont ils savent parfaitement qu'ils sont faux ;
- discréditer un homme juste parce qu'il n'a pas l'heur de faire partie du bon courant de pensée ;
- participer à faire circuler des rumeurs alors que leur a été démontré, preuves à l'appui, que tout était faux...

Ces mêmes journalistes qui demain vont encore monter au créneau : « *c'est honteux, nous connaissons notre travail, nous ne faisons pas de différence entre les uns et les autres...* » et nous feront le coup du journaliste outragé.

Ces « journalistes »-là, sont du même camp que ceux qui tout au long de notre histoire et de l'histoire du mouvement ouvrier, ont délibérément fait le choix d'être du côté des cogneurs, quoi qu'il arrive. Comme si la vie ne nous apprenait rien, comme si l'intelligence humaine, la capacité à discerner, analyser, se remettre en cause, n'appartenait qu'à une extrême minorité.

Ces « journalistes »-là seront même probablement convaincus de ce qu'ils affirment. Révoltant ? Sans aucun doute. Etonnant ? Pas tant que ça. De

tout temps, il y a eu des gens qui se disaient journalistes, et qui, au nom de la liberté de la presse, ont calomnié, dénigré, sali.

Rappelons-nous l'affaire Dreyfus. Combien étaient-ils à réclamer à cor et à cri la mort du commandant ? 98 % de la presse à l'époque. D'autres signaient à longueur d'articles qu'il valait mieux Hitler que le Front Populaire, ont nié jusqu'au bout l'existence des camps de la mort, présentaient les résistants comme des terroristes, niaient la réalité de la répression coloniale, passaient sous silence la torture pourtant perpétrée sur le territoire national, condamnaient hier encore les accusés d'Outreau avant que le procès ait eu lieu et les accusés... acquittés ! Estimer avoir le droit de piétiner les règles sans que les mis en cause aient la possibilité de réagir, c'est prendre le risque de dénaturer le métier lui-même et de porter atteinte à tous ceux qui vivent dangereusement pour que la vérité puisse encore être connue. A tous ceux qui font leur métier honnêtement, tout simplement.

Ces « journalistes »-là se croient tout permis. (Les guillemets s'imposent car dans la profession, il ne se trouve pas grand monde pour défendre leurs confrères... C'est un peu comme si vous compariez des journalistes de « Libération » avec des salariés de « Détective »... Ils ne font pas le même métier...)

Bien sûr le « coup » de la UNE malhonnête n'était pas suffisant, Nord Littoral a donc continué sur sa lancée en publiant une photo d'une poubelle

dans les « Echos et chuchotements » (non signés) de ce dimanche. Une poubelle sur laquelle un autocollant indiquait : « SCI Jacky, 27 rue Hainaut » avec un texte laissant entendre que l'ancien maire aurait menti et qu'il aurait bien des parts dans quelque société immobilière à Béthune de surcroît. Et juste au-dessus un autre « Echos » expliquant que Jacky Hénin avait sorti un article sur son patrimoine dans le Rusé n°209 la veille du Nord Littoral. Et Nord Littoral de conclure : « *Pourquoi l'élu a-t-il eu peur alors qu'il n'a « rien à cacher » ?* »

Jacky Hénin n'a affectivement rien à cacher et l'a prouvé en montrant ses fiches de paie, avis d'imposition (quel autre élu l'a fait, déjà ?), mais il n'a **absolument aucune confiance** en le Nord Littoral. Et comme il a raison ! Encore une fois le but était uniquement de faire croire que... Attention, car là on frise la correctionnelle (d'un point de vue intellectuel s'entend). N'a-t-on jamais entendu : « *mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose* », une formule de triste origine et qui classe ceux qui l'utilisent.

Jamais homme politique n'aura localement été aussi mal traité par un journal... Certains diront que c'est le jeu. Qu'ils se posent la question : « et si cela m'arrivait à moi ? ».

D'autres diront : « courage camarade, ne te laisse pas impressionner, c'est dur, mais nous, on est là avec toi ».

C'est sans aucun doute ce qui doit le faire avancer, lui qui devrait être détruit et qui est toujours debout prêt au combat pour l'avenir.

En bref... En bref... En

Du neuf

Un article de l'AFP sur l'enquête internationale sur les paradis fiscaux réalisée par des journalistes issus de 80 pays dans le monde, le rapport de la commission parlementaire sur l'évasion fiscale en France, mais aussi des articles tirés de la presse sur les mensonges liés à l'austérité ou Jean-Luc

Mélenchon et les amalgames dont il est victime (c'est pas nous qui le disons, lisez l'article...); de nouveaux documents et articles sont disponibles sur le blog du Rusé (www.leruse.fr) dans les rubriques « Revue de presse » et « Les infos en plus ». N'hésitez pas à aller y faire un petit tour régulièrement.

LES 11 & 12 MAI 2013
À l'occasion de la braderie « Balzac »

L'ATELIER
196, BOULEVARD DE L'EGALITÉ

propose
samedi soir et dimanche midi

FRITES MOULES
8 € l'assiette

FRITES merguez ou saucisse
4 € l'assiette

ANIMATION ASSURÉE TOUTE LA JOURNÉE
JEUX GONFLABLES POUR ENFANTS

On le note

On vous rappelle que l'Atelier est ouvert

tous les vendredis soirs à partir 18 h 30

alors n'hésitez pas à venir y passer un moment en toute tranquillité et entre copains. Vous pourrez ainsi vous tenir informé des dernières initiatives, décider de participer à une initiative de soutien, poser les questions qui vous trottent dans la tête.

Philippe Blua, l'anti-Knock

Le docteur Knock est un personnage d'une pièce de Théâtre de Jules Romains (*Knock ou le triomphe de la médecine*). Ce personnage, médecin de province, hérite d'un cabinet dont la clientèle lui semble trop bien portante. Pour s'assurer de bons revenus, il va donc convaincre sa clientèle en parfaite santé que «*Les gens bien portants sont des malades qui s'ignorent.*»

A Calais, il existe un personnage (qui n'est pas imaginaire) qui est l'opposé du docteur Knock. Il s'agit du directeur de l'hôpital, Philippe Blua. En effet, dans un article de la presse locale annonçant son départ pour le centre hospitalier de Troyes, Philippe Blua estime qu'il laisse l'hôpital de Calais «*en bonne santé*». La différence avec Knock est là, il essaie de convaincre le contribuable calaisien «*qu'un établissement en difficulté respire la santé*» et cela grâce à ses «*formidables compétences*».

A la lecture de l'article et en connaissant le bilan de Monsieur Blua à la tête du centre hospitalier, on peut tirer une conclusion : c'est qu'il est de mauvaise foi. Et la mauvaise foi fait violence à la vérité, mais d'une manière qui en fait une espèce particulière de mensonge.

Etre de mauvaise foi, c'est se mentir à soi-même, en étant persuadé que le monde, les autres ont tort. La personne de mauvaise foi veut croire en ce qui l'arrange. C'est une attitude diamétralement opposée à la responsa-



bilité qui, elle, consiste à assumer ce qu'on a fait ou dit.

Monsieur Blua estime qu'il laisse (par rapport à son prédécesseur) un établissement en bonne santé. Pourtant à son arrivée le déficit de l'hôpital était de 500 000 euros (ce qui est peu pour un tel établissement), il est aujourd'hui de 6 millions d'euros. Sous la direction de Monsieur Blua le déficit a donc été multiplié par 12.

Rappelons également qu'il a très mal négocié les emprunts pour le nouvel hôpital comme l'avait signalé Jacky Hénin dans l'un de nos précédents articles : «*lorsque l'on échelonne les emprunts sur quinze ans alors que l'on pourrait le faire sur 30, il est sûr que les échéances financières sont plus élevées et que l'on se passe*

de moyens de fonctionner correctement.»

Nous ne reviendrons pas sur sa gestion catastrophique du personnel qui a vu ses conditions de travail se dégrader au point qu'il est aujourd'hui usé physiquement et moralement. Monsieur Blua, contrairement à Knock, ne convaincra donc pas grand monde (à part peut-être Madame Bouchart pour des raisons amicales) sur son action à la tête de l'hôpital de Calais. D'ailleurs la presse locale, pourtant habituellement partisane lorsqu'il s'agit de proches de l'UMP, avait pris soin de placer entre guillemets «*en bonne santé*» dans son titre. Preuve s'il en fallait de l'énormité de la déclaration.

Autre manifestation de sa mauvaise foi, sa réponse sur quel souvenir il emmènera avec lui en quittant Calais : «*ce souvenir, c'est la manière dont Natacha Bouchart a décroché le bouclage du financement du projet par l'Etat*». Or, ce n'est pas Natacha Bouchart qui a obtenu ces financements, mais l'ancienne municipalité dirigée par Jacky Hénin. Avec cet ultime geste partisan (il a été embauché grâce au système de copinage mis en place par la majorité municipale) envers la mairesse, Monsieur Blua ne partira pas grandi de Calais. On ne regrettera ni ses compétences ni son état d'esprit. Pour son départ, nous lui offrons cette citation de Friedrich Nietzsche : «*Il est plus facile de s'arranger avec sa mauvaise conscience qu'avec sa mauvaise réputation*».

Grand écran

La saga des Conti à l'Alhambra le 17 mai

Dans le cadre d'une initiative de la section du PCF du Calais, la projection du film : «*La Saga des Conti*» aura lieu :

le vendredi 17 mai
au cinéma l'Alhambra
à 20 h

Elle sera suivie d'un débat et d'un pot avec le réalisateur du film Jérôme Palteau.

Les places, au prix de 6,50 €, sont à retirer au cinéma.



Poil à gratter

Traitement de faveur

Alors que nous écrivions la semaine passée (Rusé 209) que l'article sur son patrimoine pour lequel Jacky Hénin avait été contacté par Nord Littoral «*n'est toujours pas paru dans le journal local (au moment) où nous diffusons notre journal*», ledit article paraissait dans l'édition du mercredi 24 avril. L'ancien maire de Calais a même eu droit à la UNE du journal. Et après il y en a encore qui vont dire que Nord Littoral n'aime pas le député communiste. Vraiment, y a de l'abus... Pas grand monde n'a eu droit à un tel traitement de faveur...

Seul problème, un affichage de UNE avec un point d'interrogation que l'on ne lit pas, mais qui existe :

«*Jacky Hénin, élu le plus riche du Calais (?)*». Pour le passant ou le lecteur pressé, cela change tout. Eh oui, là est la technique NL : pour salir quelqu'un il suffit d'insinuer que... sans jamais l'affirmer. Toujours dans l'interrogation, pour éviter de se faire

rattraper par la patrouille. Alors... Alors, soit le journal prend ses lecteurs pour des c... et espérait qu'ils ne liraient pas le contenu de l'article, soit il est carrément malhonnête et a pensé (espéré) qu'une partie des gens ne verraient pas le point d'interrogation... Prendre ses propres lecteurs pour des imbéciles, assurément il y a là une forme de respect que nous avons du mal à comprendre.

Bévue

Samedi dernier en nous rendant à Calais-Nord nous avons pu constater que les trottoirs étaient quasiment terminés côté salle du Marché couvert. On s'était dit que décidément les ouvriers travaillaient sacrément vite pour que les travaux soient achevés rapidement. Ou'elle ne fut pas notre surprise de constater mardi midi que les ouvriers étaient en train... d'enlever les pavés. Renseignements pris, on apprit qu'une fois les trottoirs achevés la mairie s'est rendue compte

qu'elle avait «*oublié*» de tenir compte des lampadaires. Ils avaient donc été installés au beau milieu des terrasses des commerçants. L'entreprise a donc été rappelée d'urgence et dès 7 h du matin le personnel était sur le pied de guerre pour intervenir. Il s'agissait d'agir rapidement pour que le moins de personne possible se rende compte de la bévue. Raté pour le Rusé qui a des yeux et des oreilles amies partout. Ou presque...

OPHLM

Ça s'agite du côté de l'office HLM. Pensez donc, voilà la chambre régionale des comptes qui vient examiner la gestion de l'organisme pour au moins les cinq dernières années. Pourvu que cet organisme, avec lequel on n'est pas toujours obligé d'être d'accord mais qui effectue des audits sur le fond, ne décide pas de réclamer des comptes. Pourvu que cet organisme n'ait pas l'idée de lire le Rusé, parce que là

alors ça craindrait pour certains. Pour madame Bouchart et monsieur Demassieux, grands organisateurs de la mise aux placards de Philippe SCY, et du recrutement pour lui succéder d'un sieur Haulot. Pour les principaux décideurs du CA qui ont laissé un individu qui s'était autoproclamé responsable technique (le sieur Berthelot) dépenser des sommes énormes hors de tout respect des procédures, puis lui ont attribué des dédommagements conséquents pour se débarrasser de son incompétence. Pour ceux qui ont demandé à l'OPH de mener à bien un concours d'EPHAD et qui, mécontents du choix final, n'ont pas donné suite et n'ont toujours pas réglé la note. Pour le nouveau directeur, à qui cela va faire tout drôle de devoir justifier un certain nombre de choses. S'il le peut. A ceux qui couvrent tout et laissent la note aux petites gens... Nous, on dira tout, et plus tard on demandera des comptes !